Quel socialisme pour le XXIe siècle?

mediapart.fr/journal/international/140819/quel-socialisme-pour-le-xxie-siecle

Romaric Godin, *Mediapart*, 14 août 2019

Trente ans après la chute du Mur, le socialisme est-il devenu un concept mort, vide de sens ? L'échec patent des régimes d'inspiration soviétique pouvait le laisser croire. Toute alternative au capitalisme semblait effacée et, pour reprendre le titre de l'ouvrage de l'écrivain britannique Mark Fisher en 2018, l'époque est celle du *« réalisme capitaliste »* dans laquelle il est impensable d'envisager la fin de ce système. Mais si l'adage selon lequel depuis trente ans, *« la fin du monde est plus envisageable que la fin du capitalisme »* demeure dans son ensemble vrai, la situation a commencé à changer depuis 2008 et le surgissement de la crise financière. Le néolibéralisme dominant a dû faire face à ses limites sur deux fronts : les inégalités croissantes – mais aussi plus généralement les conditions du monde du travail face au capital – et la question écologique, alors que les conséquences du réchauffement climatique commencent à se faire concrètement sentir jusque dans les pays riches.

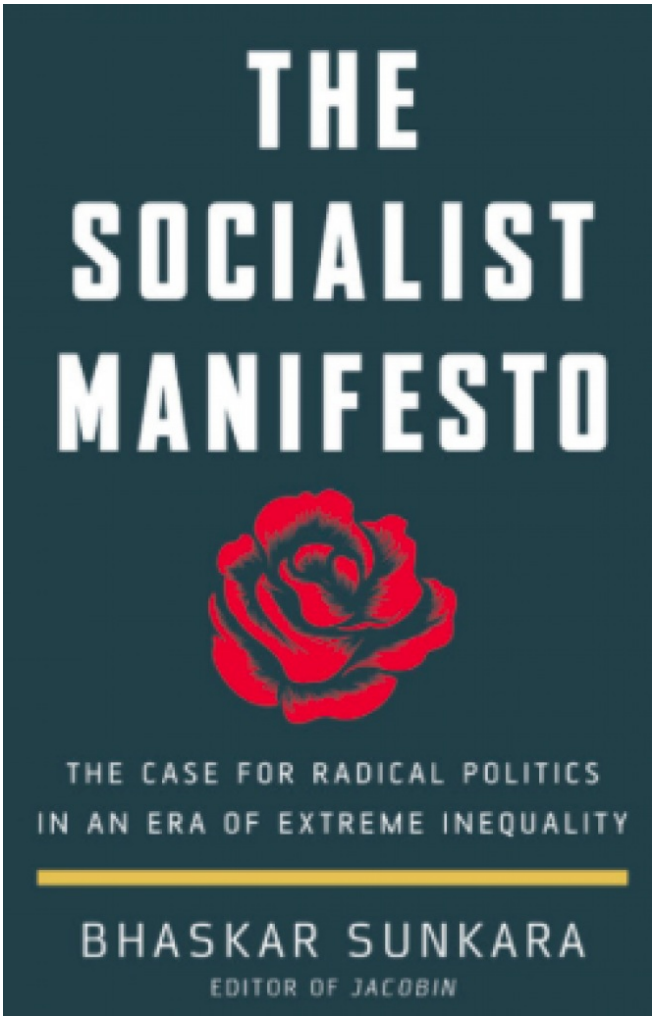
Alexandria Ocasio-Cortez, en Louisiane, le 4 août 2018. © Reuters

Ces deux grandes limites ont commencé à faire renaître l'idée de socialisme, là où l'on pouvait le moins s'y attendre, aux États-Unis et au Royaume-Uni, berceaux du néolibéralisme. En 2015, outre-Manche, Jeremy Corbyn, un vieux briscard de la politique britannique, éternel opposant de gauche au sein du Labour et qui se présente comme « socialiste », s'empare de la direction d'un parti travailliste que Tony Blair avait pourtant converti à la fin des années 1990 au néolibéralisme. En 2016, le sénateur du Maine, Bernie Sanders, qui lui aussi revendique son « socialisme », a été un concurrent

redoutable pour Hillary Clinton durant la primaire démocrate. Et depuis la défaite de cette dernière, le groupe des « démocrates socialistes » au sein du parti connaît une influence croissante.

L'élection en 2018 de plusieurs de ses membres, notamment des femmes, à la Chambre des représentants a donné une audience plus forte encore à ce courant. La représentante de New York Alexandria Ocasio-Cortez (surnommée AOC) est la plus en vue et utilise largement son mandat pour pousser ses idées, comme lorsqu'elle interroge en juillet 2019 le président de la Fed, Jerome Powell, sur les fondements mêmes de la politique monétaire : la courbe de Phillips et le taux d'emploi où l'inflation n'accélère plus (NAIRU).

Cette montée du socialisme se voit dans certains sondages. L'un d'entre eux, publié au début de l'année 2019, indiquait que 40 % des citoyens des États-Unis (et 55 % des femmes) préféreraient vivre dans un *« pays socialiste »* que dans un pays capitaliste. Tout cela inquiète jusqu'à la Maison Blanche. En 2018, la présidence avait ainsi publié un texte étonnant sur les *« coûts du socialisme »* en mélangeant des régimes aussi différents que la Suède sociale-démocrate, la Chine de Mao, le Venezuela de Chavez ou l'URSS sous Brejnev. L'étude, relativement délirante, soulignait ainsi que les Scandinaves qui avaient émigré en Amérique du Nord avaient un niveau de vie supérieur à ceux restés sur place en raison du régime économique nordique…
Donald Trump a lancé sa campagne pour sa réélection en 2020 en mettant en garde contre les dangers du « socialisme ». Dans son tweet injurieux à l'égard de quatre représentantes démocrates socialistes, parmi lesquelles on trouve AOC, il affirme que *« les États-Unis ne seront jamais un pays socialiste ou communiste »*. La question du socialisme sera au centre de la campagne électorale de l'an prochain outre-Atlantique. Qui aurait pu l'imaginer voici trente ans ?



Couverture de l'ouvrage The Socialist Manifesto de Bhaskar Sunkara, directeur de Jacobin. © DR

Certes, le « socialisme » étasunien est très particulier. Dans un entretien au magazine hispanophone *Nueva Sociedad* (traduit ici), Bhaskar Sunkara, le directeur de *Jacobin*, la revue de référence du socialisme nord-américain, expliquait que le *« terme* "socialisme" *est généralement utilisé dans un sens assez vague »*. Et d'ajouter : *« Lorsque les gens parlent de socialisme aux États-Unis, ils font généralement référence à une expansion de l'État-providence. »* Cela peut sembler très peu. Mais c'est déjà une immense opportunité.

Le retour de la référence à Roosevelt aux États-Unis n'est certes pas, en apparence, une avancée « socialiste », mais il ne faut pas se fier aux apparences. D'abord parce qu'elle dénote la volonté d'en finir avec le mouvement néolibéral, amorcé dans les années 1970 et devenu dominant après 1989, qui, aux États-Unis plus que partout ailleurs sans doute, a détruit l'État social. Stopper ce mouvement, ce n'est pas simplement revenir en arrière, c'est nécessairement inventer une offre politique qui permette de dépasser le néolibéralisme en s'inspirant des solutions du passé, mais en s'inscrivant dans la construction d'un nouveau projet de société.

Ensuite, parce que si le socialisme s'identifie à la fin du mouvement néolibéral, y compris sous ses formes dérivées nationalistes et racistes incarnées par Donald Trump, il est capable de rassembler davantage. Elizabeth Warren, la candidate qui monte à la primaire démocrate, ne se définit certes pas comme « socialiste » mais défend des positions pouvant séduire ceux qui, outre-Atlantique, se reconnaissent dans le terme de socialisme : l'imposition des plus riches, le démantèlement des immenses monopoles numériques, un État plus protecteur… La demande d'État-providence rejoint aussi celle du *« Green New Deal »* proposée par AOC où la puissance publique se donnerait les moyens de faire face au défi écologique. Ces thématiques sont capables de réunir des classes sociales qui rejettent désormais le néolibéralisme.

D'autant que ce nouveau socialisme s'inscrit clairement dans l'héritage du libéralisme politique. Il s'oppose aux néoconservateurs et aux dérives autoritaires du néolibéralisme

et défend les grands principes des droits garantis par la Constitution des États-Unis. C'est bien, au reste, pour cette raison qu'il a été capable de s'imposer dans le débat outre-Atlantique. Contrairement à ce que peut laisser penser une partie de l'establishment démocrate et Donald Trump, ce ne sont pas les démocrates socialistes qui remettent en cause aux États-Unis les libertés individuelles, mais bien ceux qui défendent un néolibéralisme agressif, autoritaire et ouvertement raciste. La fin du socialisme post-stalinien en 1989-1991 pourrait alors déboucher non sur la disparition pure et simple du socialisme, mais sur une rénovation du concept autour d'une nouvelle alliance de classes et de nouvelles thématiques.
Car le socialisme du XXIe siècle ne sera pas qu'une simple reprise des vieilles idées. Il devra proposer des solutions adaptées à un monde post-néolibéral marqué par les évolutions technologiques importantes. L'évolution politique que l'on vient brièvement de décrire s'accompagne heureusement de réflexions diverses qui dessinent les contours d'une alternative socialiste pour notre temps. En voici quelques-unes, rassemblées autour de grandes thématiques.

Le «Green New Deal», source d'un nouveau socialisme

Le « néolibéralisme vert » a largement montré ses limites. Plus personne ne peut encore croire, devant l'urgence de la situation et l'ampleur de la crise environnementale que l'idée d'une réorientation des investissements privés grâce à une fiscalité incitative puisse réellement fonctionner. Avec cette option, il s'agit moins de sauver la planète que les profits des entreprises. Dans ce contexte, la proposition d'un « New Deal vert » portée par Alexandria Ocasio-Cortez va plus loin que l'horizon d'un simple plan d'investissement pour le climat.

AOC présente le Green New Deal à Washington. © DR

Certes, la raison de ce plan est bel et bien le financement rapide des infrastructures nécessaires à la transition vers une économie décarbonée. Mais le moyen utilisé modifie entièrement la donne. L'État doit en effet définir un certain nombre de domaines qui sont de l'ordre de l'intérêt commun pour y investir et faire en sorte qu'il ne manque jamais d'argent pour cela. Autrement dit, la monnaie n'est plus utilisée uniquement comme moyen d'échange pour l'économie marchande, mais comme un outil pour parvenir à la réalisation de projets d'intérêt collectif. Cela a plusieurs conséquences essentielles dans la définition d'un socialisme de l'avenir.

D'abord, ce Green New Deal brise net l'idée selon laquelle le bonheur commun peut être atteint par la compétition entre individus. C'est donc une remise en cause directe du mythe de la « main invisible », cette logique inspirée vaguement d'un passage d'Adam Smith pour justifier les bienfaits de la concurrence. Dès lors, ce Green New Deal place une autre priorité dans l'action publique : il ne s'agit plus de permettre par l'incitation fiscale une maximisation « ciblée » du profit, mais uniquement la création des moyens d'une société durable. Dans un article paru dans *Jacobin* en juin dernier, Tithi Bhattacharya, professeur d'histoire à l'université Purdue dans l'Indiana, précisait ce changement de logique : *« En tant que priorité politique, le Green New Deal donne la priorité à la croissance des êtres vivants, humains ou non, sur la croissance des choses mortes, comme "l'économie"ou "la production de marchandises". »*

La conséquence de cette vision est directe : si l'économie marchande n'est plus la priorité de l'action publique, il n'est plus possible de compter uniquement sur l'accumulation du capital pour créer des emplois et permettre à chacun de vivre correctement. Il faut donc, dans ce cas, assurer un coussin de protection aux populations pour permettre le maintien d'un niveau de vie qui soit compatible avec les objectifs de développement durable. C'est l'idée de la *« garantie de l'emploi »*, par laquelle la puissance publique assure à tous ceux qui le veulent (et ce point est essentiel) un emploi avec un revenu décent (et non pas minimal). Ces emplois viennent remplir les tâches définies par les objectifs du Green New Deal, ce qui évite d'avoir recours, pour des travaux d'intérêt commun, à des entreprises privées visant la maximisation du profit.

Ces emplois ont cependant un autre avantage, du point de vue du socialisme : ils créent une sécurité pour les salariés et permettent de mettre fin à l'ajustement par l'emploi dans l'économie marchande. Ce seul fait permet de renverser entièrement le rapport de force entre capital et travail dans ce secteur de l'économie. Dès lors, le secteur privé n'aura pas le choix : il lui faudra investir massivement pour augmenter la productivité et pouvoir offrir des salaires supérieurs. La structure économique devrait alors évoluer : la place de l'économie marchande se réduira, mais, à la différence de ce qui s'est vu dans les économies socialistes du XX^{e}siècle, elle perdurera comme moteur d'innovation. Le talon d'Achille des économies administrées du XX^{e}siècle, le manque d'innovation, pourrait donc ici être dépassé, en évitant un des écueils de l'innovation capitaliste : l'incapacité à prendre en compte la limitation des ressources et l'intérêt général.

L'économiste Pavlina Tcherneva, une des théoricienne de la MMT, explique la garantie de l'emploi (en anglais) © Vimeo

D'autant que, à la différence de ces économies socialistes du XX^{e} siècle, la planification moderne s'appuiera sur l'exercice de la démocratie. C'est un élément important. Dans le Green New Deal, comme dans la théorie qui l'inspire, la *Modern Monetary Theory* (MMT), les actions publiques sont définies démocratiquement au niveau local. Les emplois garantis sont ceux qui répondent directement à des besoins des communautés locales et qui sont définis par elles.
On l'a dit, dans le socialisme du XXI^{e} siècle, la démocratie doit être partout. Elle permet précisément de définir les besoins réels alors que la planification de type soviétique s'appuyait sur des objectifs définis par la bureaucratie largement au profit de cette dernière et que la planification capitaliste (qui a toujours existé dans les *« business models »* des entreprises) ne s'intéresse qu'à la nécessité du profit. Dans un article paru début 2019 dans *Actuel Marx*, Cédric Durand et Razmig Keucheyan tentent de définir une *« planification à l'âge des algorithmes ».* Ils insistent sur la nécessité de cette planification démocratique et écrivent : *« Le retour critique sur les expériences et les théories de la planification passées sera un élément essentiel de la réflexion, qui devra également porter sur la question démocratique, la théorie des communs et de la propriété et le renouvellement de la problématique des besoins. »*

C'est précisément la perspective qu'ouvrent les propositions de Green New Deal. Du reste, ils soulignent également combien la gestion de la transition écologique, parce qu'elle impose de sortir de la logique purement économique et une *« maîtrise du temps long »*, offre une opportunité de réhabiliter la planification. De ce point de vue, la démocratisation d'une planification « à la chinoise », décentralisée mais en permanence dotée de structures de contre-pouvoirs rappelant les objectifs généraux, non par un parti unique évidemment mais au contraire par des instances démocratiques, peut ouvrir des perspectives. Là encore, elle laisserait des initiatives locales, répondant à des besoins précis, s'inscrire dans les grandes ambitions de transition écologique et de justice sociale.

Affiche du commissariat général au plan en France © DR

Mais il y a davantage. La planification a longtemps été repoussée comme une impossibilité par ses adversaires en raison de l'incertitude radicale et de l'impossibilité à saisir l'intégralité des données déterminant les faits économiques. C'est ce qui faisait préférer le marché aux penseurs de l'école autrichienne comme Friedrich Hayek, par exemple : l'optimum de Pareto créé par le marché étant plus « juste » qu'une planification hasardeuse où l'incertitude est comblée par les intérêts du pouvoir. Cette critique était déjà très contestable dans la mesure où le marché n'exclut pas la planification privée, mais désormais, il est possible de répondre directement à cette objection.

D'abord parce que le socialisme moderne pourrait, comme on l'a vu, tolérer le marché dans un domaine défini, mais aussi parce que l'évolution des données permet désormais de prendre en compte une réalité plus vaste et plus précise. L'usage du *big data* par les entreprises privées prouve que l'on peut déterminer des comportements et agir en conséquence. Pour peu que l'on renverse cet usage pour une autre finalité, l'usage de ces technologies pourrait rendre la planification plus efficace, surtout si elle est décentralisée. C'est la position défendue par Cédric Durand et Razmig Keucheyan, pour qui, *« contre toute attente, les algorithmes pourraient donc être socialistes »*.

Ces derniers dessinent ainsi les contours de la planification moderne : *« Celle-ci devrait* a minima *porter sur une pluralité d'indicateurs écologiques et sociaux délimitant des contraintes librement choisies au sein desquelles devrait se mouvoir l'activité économique. »* On perçoit combien cette planification est différente de celle des pays de l'Est voilà trente ans. Elle est désormais centrée sur des objectifs non économiques, s'appuie sur des choix démocratiques et laisse agir un marché libre strictement encadré.

Ce cadre est, consciemment ou non, inclus dans le Green New Deal. Et si la MMT n'est pas *stricto sensu* une pensée économique socialiste (elle est même assez strictement orthodoxe concernant l'économie marchande privée), elle peut en très grande partie inspirer une renaissance du socialisme en posant les bases de cette planification et cette division entre activité marchande et activité relevant d'une logique d'intérêt général. Finalement, la MMT pourrait fort bien être conçue comme la théorie de transition vers une nouvelle forme de socialisme. Et c'est bien aussi la raison pour laquelle elle a provoqué une levée de boucliers au sein des économistes du consensus, y compris (et surtout) ceux se revendiquant « de gauche ».

Quelle propriété et quel pouvoir ?

Mais le socialisme du XXI^{e} siècle ne peut faire l'économie d'une réflexion sur la propriété. Si celle-ci doit désormais être accordée au « vivant » au détriment de la plus-value capitaliste, alors il est impossible de demeurer dans une structure de propriété des moyens de production qui serait celle de l'âge néolibéral. La contradiction rendrait immédiatement caducs tous les efforts menés. À sa manière, le gouvernement français l'a bien montré avec la loi Pacte, votée en avril 2019. Il plaçait désormais, dans le code civil, les *« enjeux sociaux et environnementaux »* parmi les tâches des sociétés privées, mais ne modifiait ni la structure de la propriété ni aucune obligation légale. Résultat : il s'agissait évidemment d'une des nombreuses couvertures de la « bonne conscience » néolibérale alors que le reste du texte favorisait le profit et la libéralisation des marchés.

Rien de plus logique : les associés et actionnaires d'une entreprise commerciale n'investissent pas pour défendre le climat, mais dans l'espoir d'une rémunération de la somme placée. La priorité ne sera donc jamais celle de l'intérêt commun. Dès lors que celui-ci devient la priorité de la société, la structure de propriété doit changer.

Inévitablement, ce changement amène à tendre vers la notion de « communs ». Développée par l'économiste américaine Elinor Ostrom et par Benjamin Coriat en France, à partir de la question écologique, cette notion regroupe ce qui ne devrait exclure personne de la jouissance d'un bien ou d'un service et qui, dans ce cas, ne peut faire l'objet d'une propriété, publique ou privée (laquelle, par nature, exclut ceux qui n'en jouissent pas). Cette notion permet de réfléchir sur les formes traditionnelles d'alternatives à la propriété privée : propriété étatique, coopératives d'usagers ou coopératives de travailleurs.

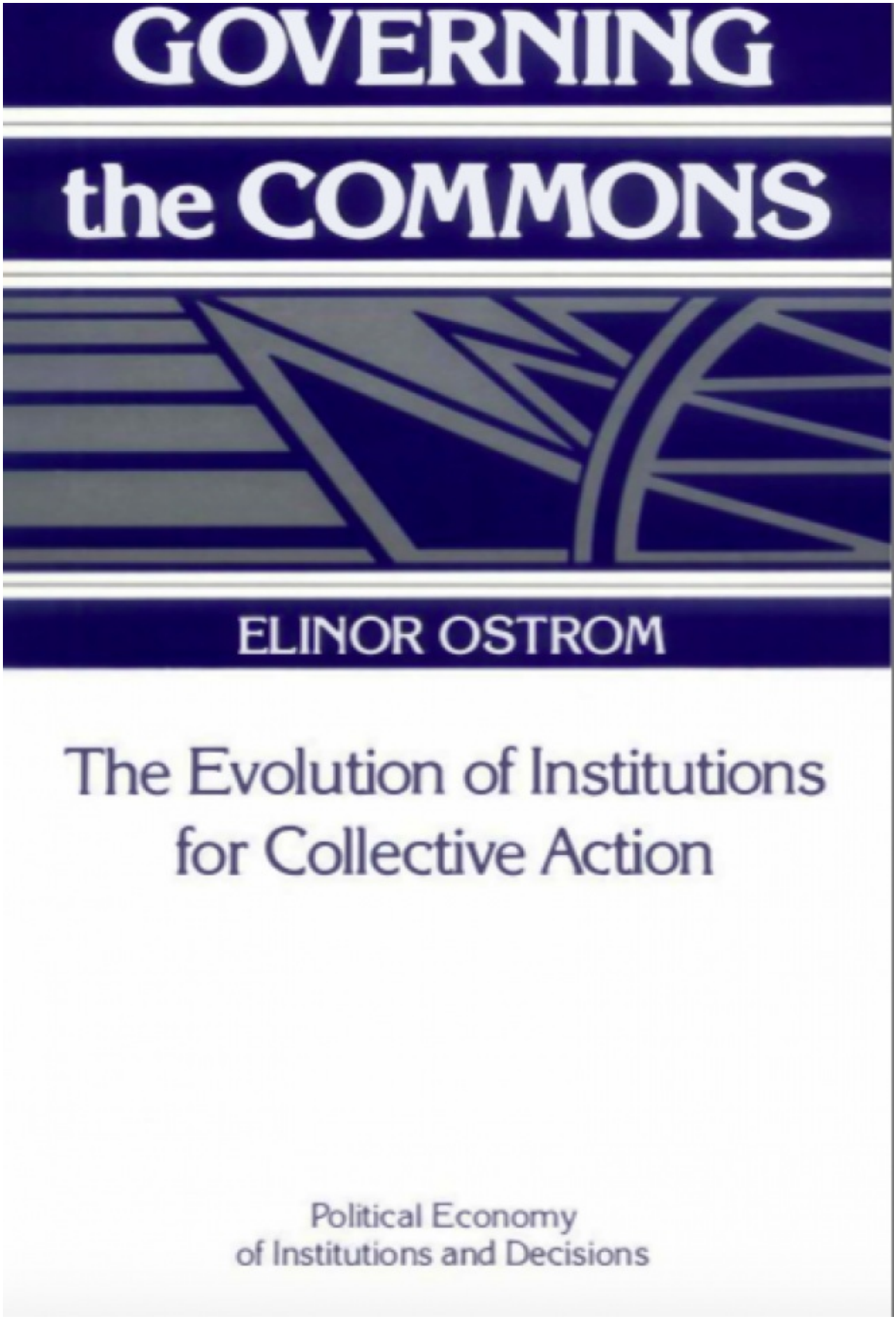
Dans un ouvrage paru aux éditions de La Découverte en 2017, *Au-delà de la propriété*, Benoît Borrits (voir notre vidéo) en souligne les limites en marquant combien ces propriétés demeurent « excluantes » pour ceux qui ne sont pas aux manettes de l'État, qui ne sont pas usagers ou qui ne sont pas travailleurs. Cela doit évidemment plaider en faveur d'une évolution vers un élargissement de la définition de « communs » échappant en réalité à toute propriété.

https://youtu.be/If18liaA_y8

Entretien avec Benoît Borrits, auteur d'Au-delà de la propriété. © Mediapart
Benoît Borrits propose pour y parvenir de passer par un moyen original : la dette. Cette dette est le moteur du néolibéralisme depuis quarante ans et représente aussi la création monétaire, autrement dit l'émission d'un des premiers « communs », la monnaie, qui est actuellement laissée au bon vouloir des banques en fonction de leurs intérêts commerciaux. Benoît Borrits propose de socialiser le secteur bancaire, autrement dit de le gérer comme un commun en en confiant la gouvernance aux représentants des usagers (entreprises et clients particuliers), des employés et de l'État. La dette émise par ce secteur est alors amenée à remplacer progressivement les fonds propres des entreprises. Sans fonds propres, ces dernières n'ont donc plus de propriétaire – ou plutôt, leur propriétaire devient les banques qui, elles, représentent désormais l'intérêt commun et non plus celui de leurs propriétaires. Progressivement, les entreprises actives sur certains secteurs s'extirperaient donc de la propriété privée et pourraient être gérées en fonction des intérêts de la société et, notamment, de la planification.

Finalement, ce type d'évolution permettrait de répondre rapidement aux demandes d'un projet comme le Green New Deal en se libérant des impératifs de rentabilité. Elle revient à considérer que la monnaie est un bien commun, comme le suggèrent depuis longtemps plusieurs économistes comme Gaël Giraud par exemple, et que la finance doit donc être la première des industries à fonctionner sur ce mode. Cette socialisation de la monnaie est du reste implicite dans la vision de la MMT selon laquelle un État souverain ne doit jamais manquer d'argent pour remplir les besoins d'intérêt général. Elle permet de dépasser la notion de marché comme un lieu d'échange monétaire dans

un environnement concurrentiel. Dans une perspective de planification, de monnaie socialisée et d'élargissement des communs, le marché devient un lieu de partage et de coopération. Il revêt lui-même une notion démocratique.



Couverture de l'ouvrage d'Elinor Ostrom, Governing the Commons. © DR

Évidemment, cette vision n’est pas simple à mettre en œuvre. On connaît la théorie de la

« tragédie des communs » selon laquelle des individus peuvent profiter des efforts des autres sans eux-mêmes y participer. Dès lors, le marché concurrentiel serait plus juste puisqu'il obligerait chacun à participer. C'est pourquoi, comme l'a souligné Elinor Ostrom, la question centrale des communs est celle de la gouvernance. Cet enjeu dépasse même celui de la propriété. Les expériences des sociétés inspirées de l'URSS le prouvent. La suppression de la propriété privée au profit d'une propriété collective ou étatique n'a pas empêché l'exploitation du travail, bien au contraire.
C'est que la bureaucratie s'est substituée à l'économie marchande pour fixer des conditions qui lui garantissaient le renforcement de ses avantages et de son pouvoir. Une telle substitution n'a strictement aucun intérêt d'un point de vue socialiste, puisqu'elle oublie le bien commun de la même façon que le marché concurrentiel (et souvent encore davantage). La construction des communs passe donc par la définition de leur gestion.

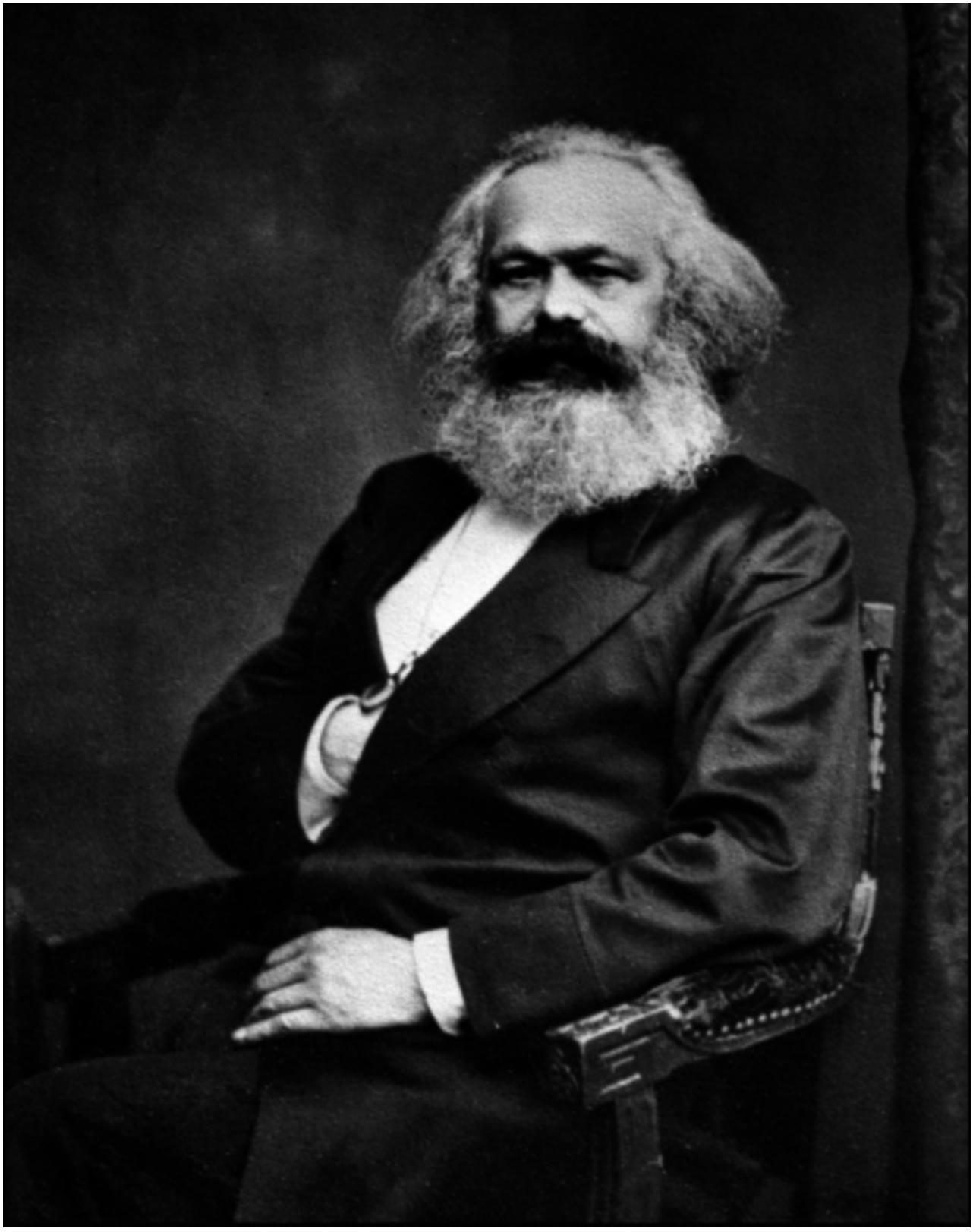
Elinor Ostrom, dans son ouvrage *Governing the Commons* (ed. Cambridge UP, 1990), insiste sur l'importance des institutions collectives pour gérer les conflits dans l'usage des communs. Dès lors, dans une optique d'élargissement de la notion de communs, on peut insister sur le fait que plus ces institutions sont représentatives, plus elles englobent les fonctions économiques de chacun, plus elles sont proches des citoyens, plus elles sont acceptées. Elles définissent alors un ordre démocratique qui est aussi légitime que celui qui garantit aujourd'hui le fonctionnement du capitalisme. S'il est illégal de voler un bien marchand aujourd'hui, ce devrait l'être aussi demain de profiter abusivement d'un bien commun. À condition que ce bien soit effectivement le produit d'un effort commun. C'est parce que ces biens sont précisément issus d'institutions communes que leur défense est moins une question de répression policière classique que de responsabilité devant la communauté.

Dès lors, la tâche du socialisme est triple. D'abord, il faut construire ces institutions en associant, comme on l'a vu, travailleurs et usagers au niveau local, mais aussi les représentants de l'intérêt plus large incarné par l'État. Ensuite, il faut construire un ensemble de coopérations qui s'emboîte dans une planification rénovée et acceptée afin de réduire les dépossessions au profit de groupes ou d'individus. Lorsque tout fonctionne sur la coopération, les abus sont plus difficiles. Enfin, il faut construire des contre-pouvoirs permanents pour contrôler et éviter les abus. Le système de gestion mutuelle des conflits pourrait être plus efficace qu'une coercition directe qui présente le danger d'une dérive autoritaire. En redéfinissant des voies de sortie du capitalisme, le socialisme moderne reprend finalement les ambitions des socialistes utopiques de la première moitié du XIX^{e} siècle, de Fourier à Louis Blanc, celui de la coopération plutôt que la compétition.

Définir les besoins, bannir les excès

Mais au XXI^{e} siècle, rien n'est possible sans une redéfinition des besoins. L'urgence écologique et l'impératif de justice sociale passent nécessairement par cette redéfinition. C'est un point de rupture fréquent entre socialistes et écologistes, les seconds accusant

les premiers de « productivisme » au nom de la fameuse phrase de Marx dans la *Critique du programme de Gotha* où il défend une *« société d'abondance »* permettant de satisfaire les besoins de chacun selon la célèbre formule : *« De chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins. »* Comme le remarque cependant Cédric Durand et Razmig Keucheyan : *« Le concept d'abondance n'est pas défini seulement du côté de l'offre. Il l'est aussi du côté de la demande ou de l'usage. »* Selon eux, Marx entendrait donc par *« abondance »* la *« sobriété »* : un *« principe d'autolimitation de la production et en aucun cas un développement sans limites des forces productives »*. Si le socialisme défend l'idée d'une société où les individus sont conscients de l'intérêt collectif, alors, naturellement, la sobriété deviendra une nécessité.



Karl Marx © DR

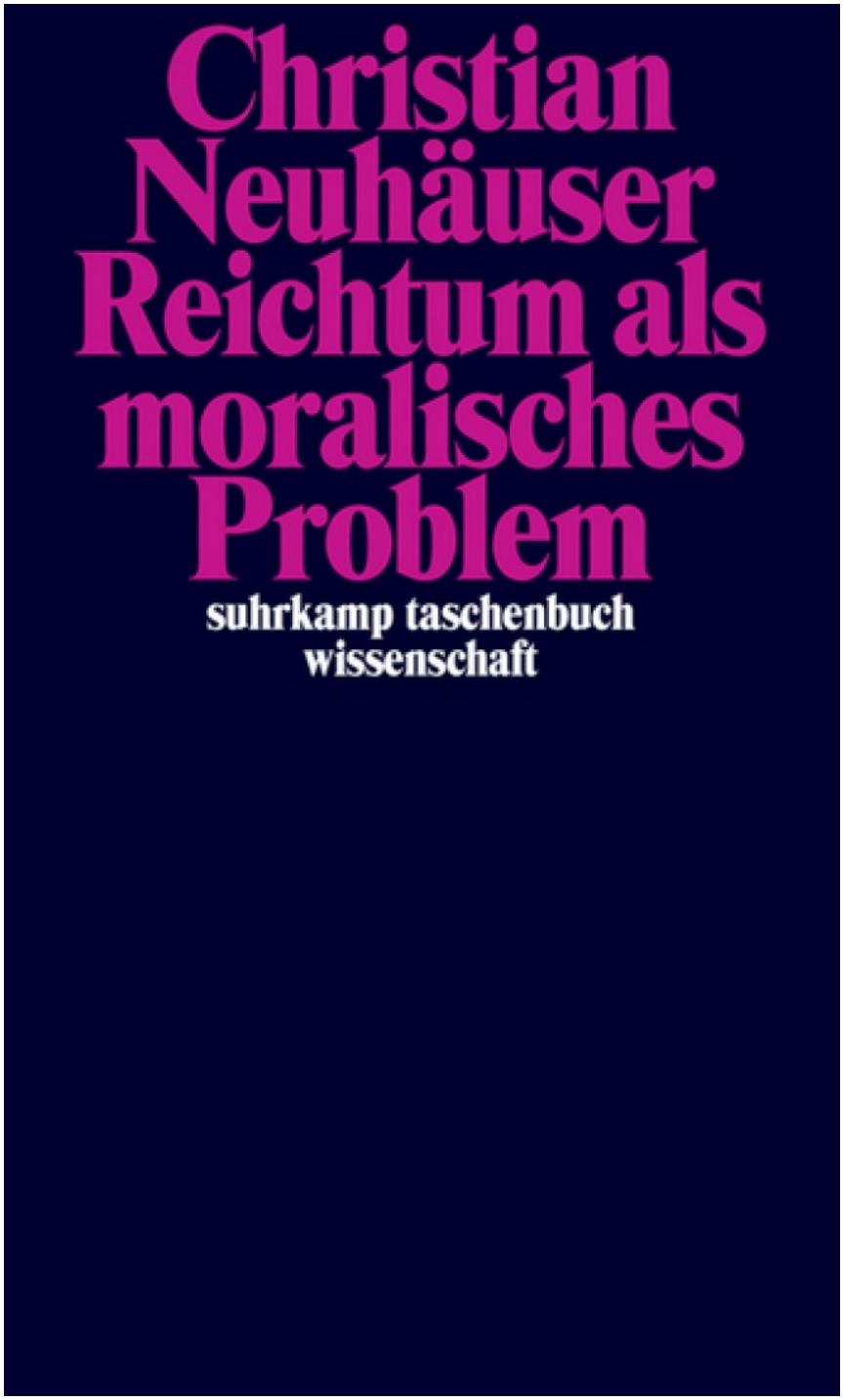
Dans cette optique, l'enjeu est moins la poursuite insensée d'une production dont la fonction est de satisfaire avant tout les besoins du capital, que le redéploiement des moyens disponibles pour satisfaire au mieux les besoins de tous à court et long terme. Pour cela, il n'est pas forcément nécessaire de produire *davantage*, mais sans doute de produire *différemment*. Le socialisme du XXIe siècle, dans son souci écologique qui lui est central, peut donc fort bien renoncer à la croissance.

La planification appuiera ainsi un projet recentré sur certains besoins au détriment

d’autres, jugés superflus, inutiles ou trop gourmands en ressources. Le Green New Deal pourrait alors ne pas être qu’une politique de relance de la croissance. Ce pourrait aussi très bien être une politique d’investissements qui permette de se donner les moyens de construire une économie sobre, au sens où elle pourrait satisfaire les besoins de chacun en évitant à la fois l’exploitation économique et la destruction écologique.

Il n’y a donc pas d’opposition radicalement irréconciliable entre une telle politique et la sobriété. Et ce pourrait précisément être la tâche du socialisme moderne de réconcilier les deux notions. La clé de la définition de biens communs, c’est précisément son exploitation raisonnée, dans l’intérêt général, c’est-à-dire une voie passant entre deux contraintes : la limitation des ressources et le bien-être de la population. Car la réduction de l’exploitation des ressources ne doit pas conduire à un nouveau creusement des inégalités ou à une dégradation des conditions de vie des populations les plus fragiles.

De ce point de vue, le message de justice sociale doit être au centre du projet socialiste. Les inégalités se sont creusées depuis trente ans en raison d’une politique favorable au capital au détriment du travail. Le projet de Green New Deal élargi par une transformation de la monnaie en communs conduit à briser cette nécessité de politique en faveur du capital. Dès lors que l’activité est planifiée et définie en fonction des besoins des populations et que l’économie marchande est régulée par les contraintes écologiques et réduite dans ses dimensions, il n’est plus nécessaire de faire circuler à l’infini le capital et donc de créer une offre nouvelle capable de créer des besoins nouveaux. Cela conduit à la fois à la sobriété et à une justice sociale renforcée.



Couverture du livre de Christian Neuhäuser © DR

La question de la richesse n'est donc pas actuellement au centre des réflexions par hasard. AOC a notamment proposé de revenir à des taux marginaux d'imposition de 70 % aux États-Unis, comme dans les années 1970. De fait, la richesse excessive, celle qui devient uniquement une abstraction, est le fruit à la fois de la rémunération excessive du capital et de la réduction de l'imposition progressive. Or, si la richesse est le fruit d'une économie qui distribue mal ses ressources, elle est aussi la source d'une consommation excessive de pacotilles inutiles et polluantes, ainsi que de services du même ordre. Elle est aussi la source d'un sous-investissement et d'un mauvais investissement.

Plutôt que d'investir dans des énergies propres, au rendement incertain et lointain, celui qui recherche la rentabilité préférera, par exemple, investir dans des biens et services de

luxe dont l'utilité sociale est nulle, mais la marge très élevée. Et il faudra toujours plus d'inégalités pour faire fonctionner ces circuits. Réduire la richesse excessive est donc une nécessité sociale et écologique puisque, dans l'optique du socialisme moderne, ces deux éléments sont indissociables. On se souvient que le socialisme moderne peut tolérer le maintien d'un secteur marchand. Mais si les inégalités ne sont pas réduites, ce secteur pourrait devenir source d'innovations inutiles, voire nuisibles à l'environnement. Il est essentiel que cette économie ne soit pas uniquement productrice de produits et de services de luxe destinés à satisfaire une clientèle fortunée.

Dans l'optique d'une économie marchande encadrée, une forte taxation sur les grandes fortunes est donc incontournable. Non pas tant pour « financer » la transition énergétique (qui peut l'être par la création monétaire, si l'on réfléchit dans une logique de la MMT), que pour permettre une réduction des inégalités et des mauvaises allocations de ressources. Cela ne signifie sans doute pas égaliser les revenus, mais certainement interdire les très grandes fortunes, comme le propose le philosophe allemand Christian Neuhäuser, dans son ouvrage, *La Richesse comme problème moral* (*Reichtum als Moralisches Problem*, ed. Suhrkamp, non traduit).

Pour lui, toute richesse excessive est une atteinte à la *« dignité »*. Les inégalités aussi, de même que l'important écart de pouvoir réel entre les plus riches et les plus modestes. On pourrait ajouter que lorsque le mode de vie de certains aggrave l'urgence écologique tout en leur permettant d'échapper à certaines de ses conséquences qui frappent les plus pauvres, alors là aussi la question de la dignité se pose. En réalité, elle est au centre du projet socialiste aux États-Unis. La demande de rééquilibrage des richesses correspond à une demande de dignité et d'action qui est au cœur du Green New Deal.

C'est pourquoi une remise à plat de la fiscalité pour empêcher l'évasion fiscale et un accroissement la progressivité de l'impôt devront faire partie du projet socialiste moderne. C'est aussi un moyen d'introduire la sobriété sociale et de redéfinir les besoins. Christian Neuhäuser estime qu'il convient d'introduire un niveau maximal de richesse, tout en convenant qu'on peut avancer progressivement par des outils fiscaux ciblés sur les plus riches.

Reprendre le contrôle de la technologie

D'une certaine façon, le but social de ce nouveau socialisme pourrait être celui défendu par John Maynard Keynes (dont on sait qu'il n'était absolument pas socialiste) en 1930. Dans sa *Lettre à nos petits-enfants*, publiée en français aux éditions Les liens qui libèrent, il envisageait une société d'abondance dans laquelle l'homme serait *« pour la première fois libérée de l'économie »*. Dès lors, il sera possible de mener une vie *« judicieuse, agréable et bonne »*. C'est finalement ce que Marx entendait par communisme. De son côté, Keynes, qui prétendait n'avoir jamais lu le philosophe de Trèves, pensait néanmoins que le capitalisme permettrait de parvenir à cet objectif. Or, finalement, cet horizon redevient crédible aujourd'hui en raison du niveau technologique acquis et à venir. N'est-

il pas envisageable de penser que l'on puisse parvenir à une « libération de l'économie », autrement dit des contraintes du marché concurrentiel pour les biens, les services et le travail ?

De ce point de vue, trois options semblent se présenter à nous. La première est celle de la poursuite de la logique capitaliste. Les progrès technologiques continuent ainsi d'être privatisés ou laissés à la logique concurrentielle entre États. Sa seule fonction demeure ainsi de valoriser et faire circuler le capital. Elle s'accompagne de créations de gadgets et d'une utilisation irraisonnée des ressources, conformément à l'idée enracinée dans le capitalisme d'une absence de limites de ces dernières. La technologie remplace alors progressivement le travail, mais n'allège pas la peine des masses. Les individus doivent toujours pourvoir à leurs propres besoins, par ailleurs toujours élargis par l'offre croissante, en cherchant un travail devenu à la fois plus rare et moins rémunérateur. La tension s'accroît à mesure que s'accroît le niveau technologique : le travail demandé est de plus en plus précis, qualifié et réduit en quantité.

Pour les « perdants » de ce marché du travail, il ne reste alors que des travaux subalternes et mal payés de « services » pour les « vainqueurs » qui ne peuvent être mécanisés, souvent pour des raisons de rendement. La masse des travailleurs doit donc entrer en concurrence avec les robots, ce qui pèsera encore sur les salaires. Les inégalités explosent à nouveau, et les nouvelles technologies, notamment médicales, profitent de plus en plus à une minorité. Si rien n'est fait, c'est vers ce monde construit et structuré par les milliardaires et les géants numériques que nous nous dirigeons.

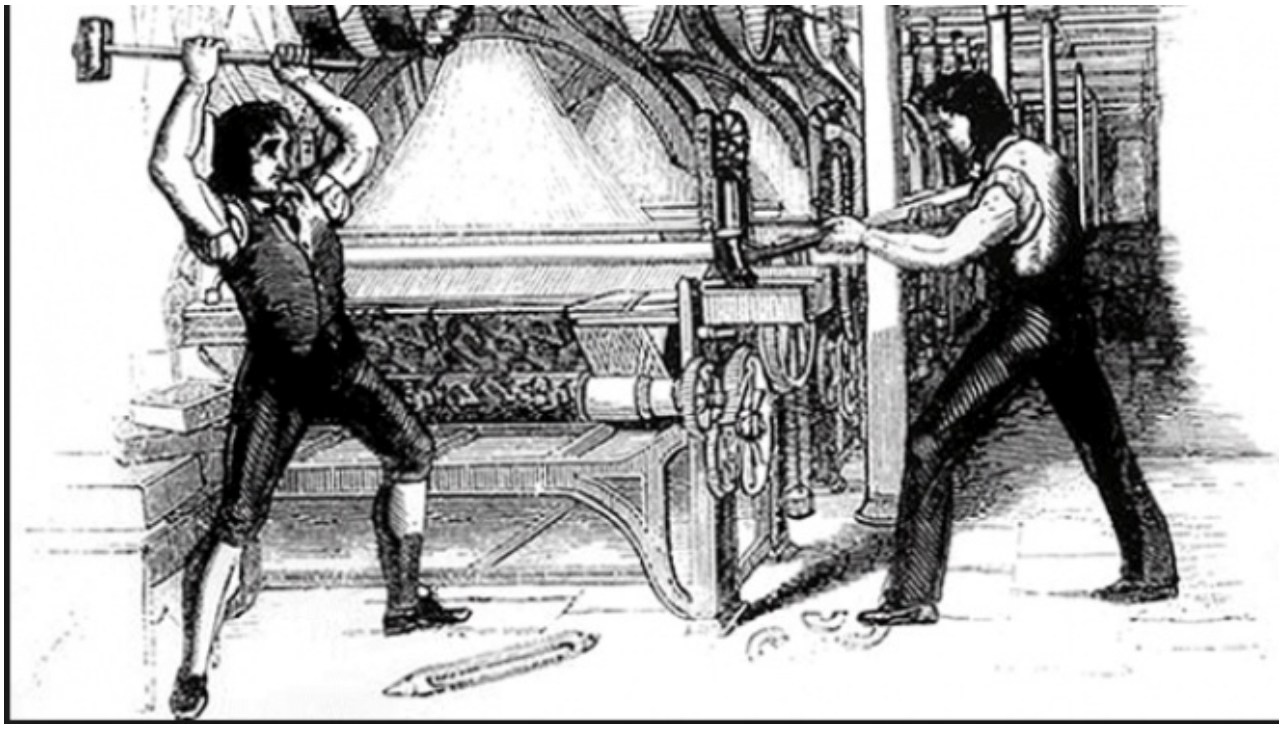


Image de luddites détruisant une machine dans l'Angleterre du début des années 1810. © DR

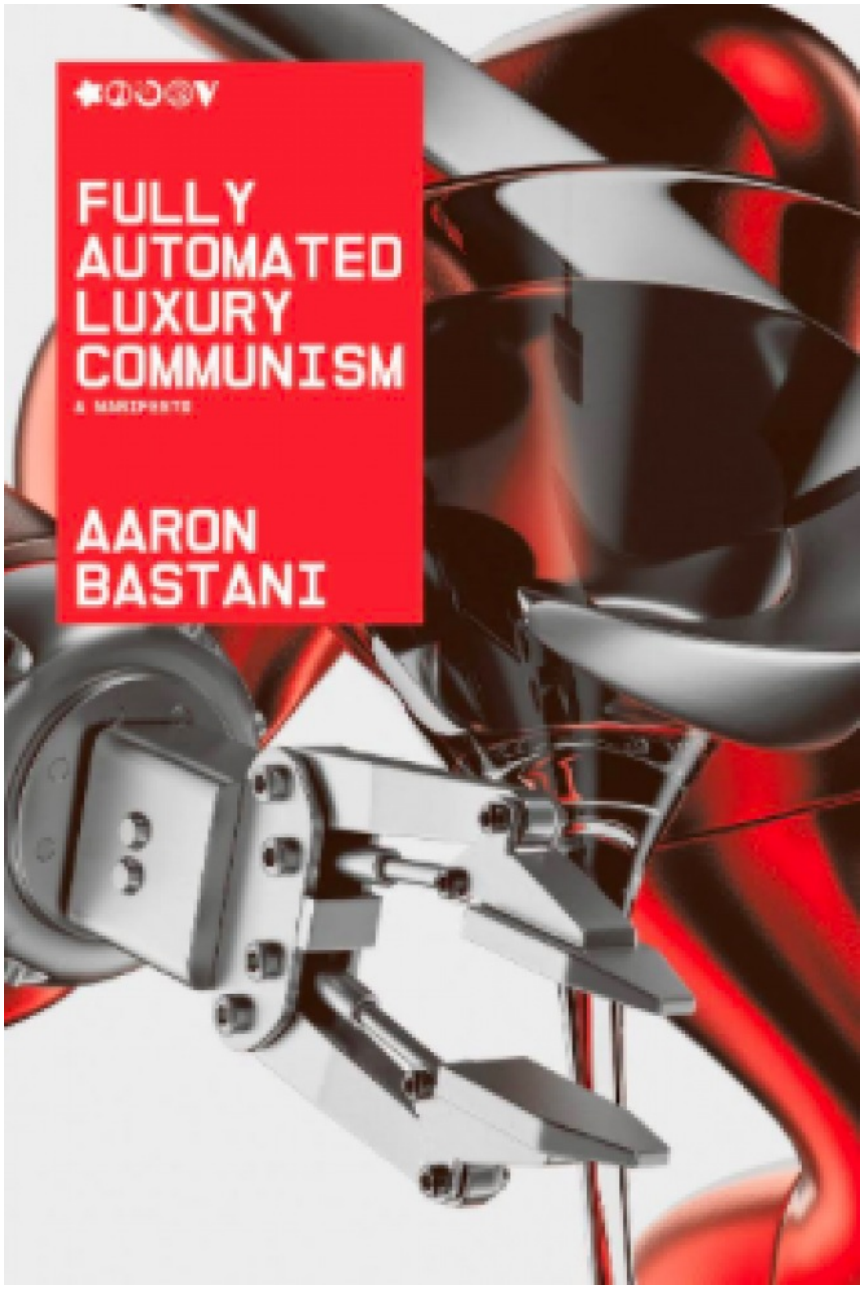
Cette évolution amène inévitablement la deuxième option : celle du luddisme, du nom de ce mouvement ouvrier qui brisait les machines dans l'Angleterre des premiers temps de la révolution industrielle pour sauvegarder les emplois qu'elles détruisaient. Au nom de

la sauvegarde des emplois, et même de la protection de l'environnement, on peut ainsi refuser le progrès technologique, détruire des installations ou protester contre l'automatisation et la robotisation. Le socialisme du XXI^{e} siècle peut se montrer solidaire de tels mouvements de protestation qui mettent en avant l'impasse du capitalisme technologique. Mais il doit dépasser le luddisme qui n'offre pas d'alternative réelle à part la sauvegarde d'un *statu quo* fragile et illusoire. Pire, il peut engager un rejet de la science que ne manquera pas d'instrumentaliser l'oligarchie.

D'autant que le capitalisme peut apporter une réponse que l'on voit déjà se dessiner dans des pays comme les États-Unis ou le Royaume-Uni : pour sauvegarder le travail, il faut le rendre moins cher, donc plus compétitif face à la machine. Il faut donc encore le flexibiliser et réduire sa valeur. Alors, l'investissement dans la technologie ne sera concentré que sur les produits de loisirs ou de luxe. C'est une des explications de ce paradoxe qui veut que la révolution industrielle actuelle ne s'accompagne pas, comme les précédentes, d'une augmentation de la croissance de la productivité, mais d'un ralentissement. Le risque, c'est que l'oligarchie actuelle agisse comme les élites gréco-romaines de jadis qui ont refusé la technologie, pourtant alors connue, de la vapeur, parce que le travail servile était moins cher.

Que proposer alors ? Précisément de revenir à l'ambition de Marx et Keynes sur une société enfin « libérée du travail » ou de « l'économie ». Cette voie est tracée par ouvrage récent paru chez Verso, à Londres, par Aaron Bastani et titré : *Fully Automated Luxury Communism* (ou Falc, communisme de luxe entièrement automatisé). Ce manifeste estime que la technologie actuelle et ses prolongements peuvent précisément permettre de fonder une société sobre, mais répondant aux besoins de chacun. L'énoncé peut paraître paradoxal, mais il ne l'est pas. Lorsque la technologie est mise au service de l'intérêt général et des besoins réels, alors elle permet à la fois de réduire l'exploitation de la nature, d'atténuer le dérèglement climatique et d'améliorer les conditions de vie de la population de la planète.

Ce qu'Aaron Bastani appelle le « luxe », c'est l'absence de rareté, qui n'est pas incompatible avec la sobriété. Car mettre en place une agriculture qui permette de nourrir chacun, trouver des sources d'énergie renouvelable ou automatiser les productions indispensables, cela ne s'oppose pas, au contraire, avec la fin de la course à une production débridée déterminée davantage par la recherche du profit que par la satisfaction de besoins. Notons que tout cela va dans le sens du Green New Deal : investir pour vivre mieux sans nuire à l'environnement.



Couverture du livre d'Aaron Bastani : Fully automated luxury communism © DR

Le projet défendu par Aaron Bastani est celle d'une reprise en main démocratique de la technologie pour la diriger dans le sens commun. L'automatisation devient alors une chance et, plutôt que de créer de la misère, elle libère effectivement les citoyens du travail subi. Et cette libération va alors plus loin : elle offre la possibilité à chacun de participer au bien commun. Dès lors, le citoyen le devient pleinement : il peut participer aux discussions communes, aux tâches communes et aux décisions communes. Ce « luxe » réel détermine ainsi une démocratie complète, constituée de membres ayant le temps de prendre des décisions mûries et rationnelles. Il donne alors tout son sens à la planification et à la gouvernance des communs que l'on a évoqués, en empêchant toute dérive bureaucratique en germe dans les pensées « d'avant-garde » du type léniniste.

Le socialisme a donc les moyens aujourd'hui de définir un nouveau progrès, éloigné autant du socialisme bureaucratique et autoritaire des régimes soviétisés que de la fuite en avant mortifère du capitalisme néolibéral tardif. Il peut porter un projet libérateur, démocratique, humaniste et confiant dans le progrès, éloigné de toute tentation

malthusienne comme de toute confiance aveugle dans les mécanismes du marché. Évidemment, nul ne peut prétendre que construire ce nouveau cadre sera aisé. Il faudra discuter ces idées, les mettre en doute et dépasser les blocages. Il faudra aussi parvenir à trouver un nouvel ancrage populaire à cette vision du monde dans une population nourrie depuis quatre décennies au néolibéralisme mais qui en perçoit, parfois confusément, les limites et les impasses. Pas davantage, ce nouveau socialisme ne construira un « paradis ».

Cette société sobre et « luxueuse » devra être construite et défendue à chaque instant et c'est bien pour cette raison qu'elle devra être démocratique : c'est par les contre-pouvoirs et les confrontations d'intérêts dans un cadre coopératif qu'elle devra avancer et faire face aux multiples difficultés. Trente ans après l'échec d'une certaine lecture du socialisme, le voilà qui a peut-être encore les moyens de renaître en évitant les graves erreurs du passé…